

**ARRETE**  
**DU MAIRE DE LIBOURNE**  
**Du 15 mars 2024**

ST/A-2024-212

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

Vu la demande présentée par AGUR sise 54 rue des Bordes 33500 LIBOURNE dans le cadre de travaux de terrassement PR pose de canalisations en traversée de chaussée 1-23 rue du Président Carnot.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

**ARRETE:**

**ARTICLE 1°** - **Du 3 avril 2024 de 21h00 au 4 avril 2024 à 4h00 du matin**, le stationnement sera interdit au carrefour de la rue du Président Carnot et de la rue Victor Hugo, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2°** - **Du 3 avril 2024 de 21h00 au 4 avril 2024 à 4h00 du matin**, au droit du chantier :

- la circulation sera interdite rue du Président Carnot entre la rue des Chais et la rue Victor Hugo
- la circulation sera interdite rue Victor Hugo entre les quais et la rue du Président Carnot

**ARTICLE 3°**- La vitesse des véhicules sera limitée à 30 Km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 4°**- La signalisation et la déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

**ARTICLE 5°**- Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6°** - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le quinze mars deux mille vingt-quatre

Pour le Maire par délégation  
Le conseiller délégué à la voirie,  
à la propreté,  
au Centre Technique Municipal  
et au plan communal de sauvegarde



Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhout  
Date de signature : 21/03/2024  
Qualité : Parapheur B Halhout Libourne